

# Caucase du Nord: sécurité et droits humains

**Tchéchénie, Daghestan et Ingouchie**

Mirjam Grob

Weyermannsstrasse 10  
Case postale 8154  
CH-3001 Berne

Pour les colis:  
Weyermannsstrasse 10  
CH-3008 Berne

T ++41 31 370 75 75  
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch  
www.osar.ch

CCP 30-16741-4  
**Compte dons**  
**CCP 30-1085-7**


Berne, le 12 septembre 2011



A propos de l'auteure: Mirjam Grob a étudié les langues, les littératures et les civilisations slaves, ainsi que les sciences politiques et la philosophie à l'Université de Lausanne. Après ses études, elle a passé six mois en Russie. De mai 2011 à novembre 2011, elle effectue un stage au secteur Campagnes et projets de la Société pour les peuples menacés (SPM). Son activité se concentre sur la Tchétchénie et la lutte contre l'impunité en Russie.

## Impressum

**EDITEUR**

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR  
Case postale 8154, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
E-Mail: [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Internet: [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
CCP Dons: 10-10000-5


**AUTEURE**

Mirjam Grob

**LANGUES**

Allemand, français

**COPYRIGHT**

© 2011  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne.  
Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

## Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Situation politique</b> .....	<b>1</b>
2.1	Tchéchénie .....	1
2.2	Ingouchie .....	3
2.3	Daghestan .....	3
<b>3</b>	<b>Conditions de sécurité</b> .....	<b>5</b>
3.1	Circonstances spécifiques à chaque République .....	6
3.2	Acteurs .....	7
3.2.1	Forces de sécurité .....	7
3.2.2	Groupements armés .....	9
<b>4</b>	<b>Violations des droits humains</b> .....	<b>10</b>
4.1	Détention arbitraire .....	10
4.2	Torture et mauvais traitements .....	11
4.3	Enlèvements et disparitions .....	11
4.4	Exécutions sommaires .....	12
4.5	Punitions collectives .....	12
4.6	Violation des droits sociaux et économiques .....	13
<b>5</b>	<b>Profils des groupes menacés</b> .....	<b>14</b>
5.1	Collaborateurs des ONG et défenseurs des droits humains .....	14
5.2	Victimes, avocats, témoins et membres de leur entourage .....	15
5.3	Journalistes .....	15
5.4	Opposants et voix critiques à l'égard du gouvernement .....	16
5.5	Entourage des combattants et des forces de sécurité .....	16
5.6	Femmes.....	17
5.7	Religieux .....	18
5.8	Personnes déplacées .....	18
5.9	Personnes de retour et entourage des réfugiés .....	18
<b>6</b>	<b>Impunité</b> .....	<b>19</b>
6.1	Non application des jugements de la CEDH .....	20
<b>7</b>	<b>Conclusion</b> .....	<b>20</b>

## 1 Introduction

Le présent rapport de l'OSAR se rattache à celui de novembre 2009 intitulé «Caucase du Nord: conditions de sécurité et droits de l'homme»<sup>1</sup>. Il se concentre sur les événements et développements observés entre le début 2010 et l'été 2011 dans les Républiques de Tchétchénie, d'Ingouchie et du Daghestan. Les informations sont tirées de rapports établis par des organisations de défense des droits humains, des institutions internationales et des observateurs indépendant, de divers articles de presse, ainsi que des analyses de plusieurs groupes de réflexion. Ce document s'appuie en outre sur deux interviews menées respectivement le 28 juin 2011 et le 11 juillet 2011: celle d'une défenseur tchétchène des droits humains qui a entre-temps fui en Suisse et celle de cinq militants qui défendent les droits humains et les droits de la femme dans leur pays, dans le cadre de leur travail pour diverses ONG actives en Tchétchénie, en Ingouchie et au Daghestan.<sup>2</sup>

## 2 Situation politique

En Tchétchénie, le Président<sup>3</sup> Ramzan Kadyrow a encore étendu son pouvoir et son contrôle sur l'ensemble de la société. En revanche au Daghestan et en Ingouchie, les Présidents Magomedow et Jewkurow recherchent davantage le dialogue avec leurs citoyens. Les violations des droits humains se perpétuent néanmoins dans chacune des trois Républiques et la liberté d'opinion est toujours aussi restreinte. Les habitants souffrent de la violence permanente et de la brutalité, de la corruption et de la mauvaise situation socio-économique.

### 2.1 Tchétchénie

En Tchétchénie, «les ordres de Kadyrow sont entre-temps devenus les seules lois de la République»<sup>4</sup>. Le culte de la personnalité qui entoure le président a encore augmenté. Celui-ci ne tolère aucune critique et s'attaque ouvertement à ses opposants. La plainte pour calomnie déposée contre le président de l'organisation de défense des droits humains Memorial Oleg Orlov en est un exemple.<sup>5</sup> Vis-à-vis de l'extérieur, Kadyrow tente toutefois de maintenir une illusion de stabilité et de sécu-

---

<sup>1</sup> Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Caucase du Nord: conditions de sécurité et droits de l'homme, 29 novembre 2009: [www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/europe/tchetchenie/caucase-du-nord-conditions-de-securite-et-droits-de-l-homme](http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/europe/tchetchenie/caucase-du-nord-conditions-de-securite-et-droits-de-l-homme).

<sup>2</sup> Toutes nos interlocutrices sont désignées par l'abréviation NN. Elles ont souhaité garder l'anonymat, car les critiques formulées les exposeraient, elles-mêmes et leurs familles, à un danger.

<sup>3</sup> Les Républiques russes sont régies par des Présidents qui ne sont pas élus démocratiquement, mais nommés et destitués par le Président de la Fédération de Russie. Début 2011, Medvedev a confirmé Kadyrow pour un nouveau quinquennat.

<sup>4</sup> Human Rights Watch (HRW), You Dress According to their Rules, Enforcement of an Islamic Dress Code for Women in Chechnya, 2011: [www.hrw.org/de/reports/2011/03/10/you-dress-according-their-rules-0](http://www.hrw.org/de/reports/2011/03/10/you-dress-according-their-rules-0).

<sup>5</sup> The Moscow Times, Orlov acquitted of slandering Kadyrov, 15 juin 2011.

rité, en invitant par exemple des célébrités internationales à Grozny ou en organisant des matchs de football. Même la ville de Grozny, entre-temps reconstruite, donne une impression de normalité. Mais en même temps, une répression massive et des violations persistantes des droits humains font régner un climat de peur dans toute la République. Memorial et d'autres organisations de défense des droits humains constatent que leur travail est devenu nettement plus difficile. Elles ont de plus en plus de peine à obtenir des témoignages, car plus personne n'ose parler librement. Depuis que Kadyrow contrôle presque tous les aspects de la politique, de la société et de l'économie tchétchène, il est devenu presque impossible de savoir à qui on peut encore se fier.<sup>6</sup> Pratiquement toutes les personnes qui travaillent en Tchétchénie dépendent de lui et lui obéissent. Même à Moscou, la position de Kadyrow est entre-temps incontestée, car il a encore cimenté son rôle de garant de la stabilité et de la sécurité, en soumettant complètement la population et toutes les structures du pouvoir en place en Tchétchénie.<sup>7</sup>

En avril 2009, la Fédération de Russie a officiellement annoncé la fin des «opérations anti-terroristes» en Tchétchénie et remis entièrement la responsabilité du maintien de la sécurité intérieure et de la lutte contre le terrorisme à Kadyrow. Dans une certaine mesure, le retrait des forces de combat fédérales a certes amélioré les conditions de sécurité en Tchétchénie, mais il a aussi contribué à brouiller la situation et à créer de nouvelles menaces pour la population civile.<sup>8</sup> Alors qu'auparavant, les opérations de combat opposaient principalement les troupes fédérales et les rebelles, ces derniers ont commencé ces derniers temps à prendre aussi pour cibles la population civile et les forces de sécurité tchétchènes.<sup>9</sup> Leurs attaques sont toujours aussi fréquentes, car la situation économique ne s'est pas tellement améliorée. Comme le taux de chômage reste très élevé et que la corruption est omniprésente, dans le secteur des soins, dans l'instruction publique, dans les tribunaux et sur le marché de l'emploi<sup>10</sup>, les jeunes n'ont souvent pas la moindre perspective d'avenir. La subordination au système de Kadyrow, ainsi que le caractère toujours aussi brutal et arbitraire des forces de sécurité tchétchènes, sont perçus comme frustrants et humiliants.<sup>11</sup> L'atmosphère de violence latente<sup>12</sup> est en outre renforcée par le fait que le meurtre de «rebelles» est récompensé par de l'argent, des distinctions ou même des avancements.<sup>13</sup> Gangrené par la corruption, le système judiciaire ne fonc-

<sup>6</sup> Правозащитного центра «Мемориал» (Memorial) и Комитета «Гражданское содействие» (Civic Assistance) о положении выходцев из Чеченской Республики в России (affirmation du centre des droits humains Memorial et du comité Civic Assistance sur la situation des migrants tchétchènes en Russie): [www2.memo.ru/uploads/files/301.pdf](http://www2.memo.ru/uploads/files/301.pdf); Interview de NN, 28 juin 2011 et 11 juillet 2011.

<sup>7</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>8</sup> Правозащитного центра «Мемориал» (Memorial) и Комитета «Гражданское содействие» (Civic Assistance) о положении выходцев из Чеченской Республики в России (affirmation du centre des droits humains Memorial et du comité Civic Assistance sur la situation des migrants tchétchènes en Russie).

<sup>9</sup> «Entre-temps, la guerre civile fait rage en Tchétchénie», Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>10</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011, p. 20; Interview de NN, 28 juin 2011; Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>11</sup> CSIS, Russia's volatile frontier, mars 2011, p. 13: [http://csis.org/files/publication/110321\\_Kuchins\\_NorthCaucasus\\_WEB.pdf](http://csis.org/files/publication/110321_Kuchins_NorthCaucasus_WEB.pdf); Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>12</sup> Memorial, The System of Impunity in the North Caucasus (2009–2010) – How Does it Function? Abductions and disappearances of people in the North Caucasus in 2009, Sabotage of investigation of criminal cases in 2009–2010, 2010, p. 46: [www.memo.ru/eng/news/2010/10/18/doc.pdf](http://www.memo.ru/eng/news/2010/10/18/doc.pdf).

<sup>13</sup> Interview de NN, 28 juin 2011; Interview de NN, 11 juillet 2011.

tionne pas non plus. Les juges sont sous l'influence des politiciens et il n'est pas rare que les forces de sécurité menacent des tribunaux.<sup>14</sup>

## 2.2 Ingouchie

L'ancien général Junus-Bek Jewkurow désigné en automne 2008 régit toujours l'Ingouchie. Il mène une politique de «dialogue constructif»<sup>15</sup> entre les autorités et la société civile. L'attentat dirigé contre sa personne en juin 2009 ne l'a pas dissuadé de poursuivre les réformes qu'il a entreprises pour lutter contre la corruption et imposer un strict respect des lois par des actions de lutte contre le terrorisme.<sup>16</sup> Mais les forces de sécurité aussi bien que des combattants clandestins s'emploient à contourner sa politique.<sup>17</sup> Un entretien avec une défenseuse ingouche des droits de la femme a en outre révélé que beaucoup d'Ingouches sont également déçus par Jewkurow: «Nous pouvons certes parler librement, mais personne ne nous prend au sérieux.»<sup>18</sup> Par ailleurs, la corruption est toujours très répandue dans une politique marquée par les structures claniques, ainsi que dans beaucoup d'autres domaines de la vie quotidienne en Ingouchie. S'y ajoute une très mauvaise situation économique qui incite beaucoup d'hommes jeunes à se rallier aux rebelles. Ils y voient en effet la seule possibilité de gagner leur vie et celle de leur famille.<sup>19</sup> Le conflit violent ne s'est donc pas apaisé et les violations des droits humains persistent. Contrairement à la Tchétchénie, ici il est possible de dénoncer publiquement les violations des droits humains. Le Président Junus-Bek Jewkurow ne craint pas de les évoquer vis-à-vis de Moscou.<sup>20</sup> Mais les médias sont toujours censurés. Les journalistes et tous ceux qui critiquent le gouvernement s'exposent à des enlèvements ou à des meurtres et beaucoup ont peur de le faire ouvertement.<sup>21</sup>

## 2.3 Daghestan

Au Daghestan, le Parlement de la République a confirmé à l'unanimité la nomination par le Président russe Medvedev de Magomedislam Magomedow au poste de Président en février 2010. Il a aussi déclaré vouloir se battre pour plus de constitutionnalité, pour un dialogue avec la société et contre la corruption. Mais les structures claniques restent la principale caractéristique de la politique daghestanaise (quelques rares familles influentes contrôlent largement la politique et l'économie de

---

<sup>14</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011.

<sup>15</sup> Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 1.

<sup>16</sup> Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 12.

<sup>17</sup> International Federation of Human Rights (FIDH) et Memorial, The Situation in the Northern Caucasus 2009–2010: Human Rights Violations Stemming from the Antiterrorism Campaign Continue, septembre 2010, p. 3: [www.fidh.org/IMG/pdf/Antiterro\\_FIDH\\_MEMORIAL\\_Engl.pdf](http://www.fidh.org/IMG/pdf/Antiterro_FIDH_MEMORIAL_Engl.pdf).

<sup>18</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>19</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>20</sup> International Federation of Human Rights (FIDH) et Memorial, The Situation in the Northern Caucasus 2009–2010: Human Rights Violations Stemming from the Antiterrorism Campaign Continue, septembre 2010, p. 6.

<sup>21</sup> Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 12.

la République<sup>22</sup>), ce qui favorise la corruption. Dans quelques cas, Magomedow et son gouvernement ont effectivement pris des mesures contre les violations des droits humains, par exemple à Kara Tjube où 18 villageois incarcérés sur la base d'une décision arbitraire ont été relâchés suite à l'intervention de Magomedow.<sup>23</sup> Le Président daghestanais est toutefois confronté au manque de coopération des forces de sécurité et au sabotage de sa politique par les combattants clandestins.<sup>24</sup> Les dix-huit premiers mois passés sous sa présidence se sont néanmoins caractérisés par quelques approches prometteuses, comme l'ouverture au dialogue<sup>25</sup> et les efforts de réhabilitation des combattants. Une commission de réhabilitation a ainsi été fondée sous la direction du vice-Premier ministre Riswan Kurbanow.<sup>26</sup> Mais elle n'a pas encore les moyens juridiques et politiques de garantir une vraie amnistie.<sup>27</sup> On déplore en outre le fait qu'à une exception près, la commission ne compte parmi ses membres que des représentants des forces de sécurité et du Ministère de l'Intérieur, mais aucun élément de la société civile.<sup>28</sup>

Malgré tous ces efforts, la situation s'est dans l'ensemble dégradée sur le plan de la sécurité et des droits humains. L'impunité pose toujours un grand problème. Memorial critique le fait que plusieurs jours s'écoulent souvent avant que l'entourage des disparus ne soit interrogé.<sup>29</sup> Dans les audiences judiciaires, des déclarations extorquées sous la torture ou complètement falsifiées sont parfois utilisées comme preuve. La liberté d'expression reste également limitée: les journalistes subissent diverses formes de pressions et il arrive que des manifestations soient violemment dispersées.<sup>30</sup> Contrairement à l'Ingouchie et à la Tchétchénie, en Daghestan il existe toutefois une multitude de médias indépendants.

<sup>22</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>23</sup> Memorial, «Новый курс» Магомедова? Ситуация с правами человека и попытки консолидации общества в Республике Дагестан Март 2010–март 2011 г. («Nouvelle ligne» de Magomedow? La situation des droits humains et les tentatives de consolidation de la société au Daghestan mars 2010–mars 2011), 13 avril 2011, p. 5: [www.memo.ru/2011/04/13/doc.pdf](http://www.memo.ru/2011/04/13/doc.pdf).

<sup>24</sup> International Federation of Human Rights (FIDH) et Memorial, The Situation in the Northern Caucasus 2009–2010: Human Rights Violations Stemming from the Antiterrorism Campaign Continue, septembre 2010, p. 3.

<sup>25</sup> Le Président Magomedow a notamment convoqué un «congrès des peuples du Daghestan», afin de rendre possible une «discussion ouverte et loyale de tous les Daghestanais sur les problèmes de notre société et sur ses chances de développement».

<sup>26</sup> Кавказский узел (Kavkazkij Uzel), Указ Президента Республики Дагестан № 264 (décret du Président de la République du Daghestan, no 264), 2 novembre 2010: [www.kavkaz-uzel.ru/articles/176479/](http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/176479/).

<sup>27</sup> Независимая газета (Nezavisimaja gazeta), «Лесные братья» не спешат выходить из леса (Les «frères de la forêt» ne sont pas pressés de sortir du bois), 9 novembre 2010: [www.ng.ru/regions/2010-11-09/5\\_dagestan.html](http://www.ng.ru/regions/2010-11-09/5_dagestan.html).

<sup>28</sup> Memorial, «Новый курс» Магомедова? Ситуация с правами человека и попытки консолидации общества в Республике Дагестан Март 2010–март 2011 г. («Nouvelle ligne» de Magomedow? La situation des droits humains et les tentatives de consolidation de la société au Daghestan mars 2010–mars 2011), 13 avril 2011; American Committee for Peace in the Caucasus (ACPC), Dagestan at Tipping Point, An assessment of Dagestan president's first year in office, 18 mars 2011, p. 4: [www.peaceinthecaucasus.org/sites/default/files/pdf/ACPC\\_paper\\_Dagestan.pdf](http://www.peaceinthecaucasus.org/sites/default/files/pdf/ACPC_paper_Dagestan.pdf).

<sup>29</sup> Memorial, «Новый курс» Магомедова? Ситуация с правами человека и попытки консолидации общества в Республике Дагестан Март 2010–март 2011 г. («Nouvelle ligne» de Magomedow? La situation des droits humains et les tentatives de consolidation de la société au Daghestan mars 2010–mars 2011), 13 avril 2011.

<sup>30</sup> International Federation of Human Rights (FIDH) et Memorial, The Situation in the Northern Caucasus 2009–2010: Human Rights Violations Stemming from the Antiterrorism Campaign Continue, septembre 2010, p. 5–6.

### 3 Conditions de sécurité

En Tchétchénie comme au Daghestan et en Ingouchie, la violence a considérablement augmenté depuis 2010.<sup>31</sup> Si le nombre de personnes tuées a baissé, le nombre de blessés a par contre augmenté, surtout au sein de la population civile<sup>32</sup> qui, de plus en plus, se retrouve prise entre les fronts du conflit armé opposant les forces de sécurité et les combattants de la résistance. Le 19 novembre 2010, le Président russe Dimitri Medvedev l'a confirmé lui-même: «La situation [au Caucase du Nord] ne s'est pratiquement pas améliorée.»<sup>33</sup> Le manque de perspectives et la frustration liés au chômage, à la corruption très répandue, à une situation socio-économique désolante et à l'absence de liberté politique poussent beaucoup d'hommes jeunes dans les rangs de la résistance. La brutalité générale, l'atmosphère d'impunité et l'absence d'Etat de droit dégradent encore davantage les conditions de sécurité: la violence est attisée par l'arbitraire pratiquement illimité des forces de sécurité qui jouissent d'une totale impunité. La vengeance personnelle ancrée dans la tradition prend elle aussi beaucoup d'importance.<sup>34</sup>

La nature du conflit armé a toutefois changé ces derniers temps: pour prouver leur force de frappe et leur ambition, les groupements armés multiplient les «High-target attacks»<sup>35</sup>, des attaques dirigées contre des lieux symboliquement importants.<sup>36</sup> Le nombre d'attentats-suicides a aussi augmenté dans des proportions dramatiques en 2009 et 2010. La population civile est par conséquent plus affectée qu'auparavant. Alors qu'en 2009, un tiers des attaques étaient encore perpétrées en Tchétchénie, le phénomène touche maintenant d'autres Républiques.<sup>37</sup> Mais des points situés en dehors du Caucase du Nord sont également pris pour cibles, comme le montrent l'attentat de mars 2010 dans le métro de Moscou et celui de janvier 2011 à l'aéroport de Domodedovo à Moscou.

Les attaques presque quotidiennes contre les forces de sécurité, surtout au Daghestan et en Ingouchie, dénotent les mêmes tendances: d'un côté, elles se déroulent de plus en plus souvent dans des lieux très peuplés, causant aussi des victimes civiles. De l'autre, elles visent davantage des cibles «prestigieuses», c'est-à-dire des hauts fonctionnaires en charge de la sécurité.<sup>38</sup>

<sup>31</sup> CSIS, Violence in the North Caucasus, Spring 2010: On the rise again?: [http://csis.org/files/publication/100513\\_Violence\\_in\\_the\\_North\\_Caucasus\\_Spring\\_2010.pdf](http://csis.org/files/publication/100513_Violence_in_the_North_Caucasus_Spring_2010.pdf); Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 19.

<sup>32</sup> US Department of State, 2010 Country Reports on Human Rights Practices, 8 avril 2011, p. 2: [www.state.gov/documents/organization/160474.pdf](http://www.state.gov/documents/organization/160474.pdf).

<sup>33</sup> Beginning of meeting on comprehensive measures to ensure security in the North Caucasus Federal District, 19 novembre 2010: <http://eng.kremlin.ru/transcripts/1340>.

<sup>34</sup> Memorial, Ситуация на Северном Кавказе 2009–2010 гг.: нарушения прав человека в ходе борьбы с терроризмом продолжают (La situation dans le Caucase du Nord 2009–2010: les violations des droits humains se poursuivent dans la lutte contre le terrorisme), 24 septembre 2010, p. 1: [www.memo.ru/2010/09/24/2409103.doc](http://www.memo.ru/2010/09/24/2409103.doc).

<sup>35</sup> US Department of State, 2010 Country Reports on Human Rights Practices, 8 avril 2011, p. 2. On peut citer pour exemples les attaques dirigées contre les usines hydro-électriques de Kabardino-Balkarie et du Daghestan, celle menée à Chosi-Yurt, le lieu d'origine de Kadyrow, ou celle visant le Parlement à Grozny.

<sup>36</sup> IWPR – Institute for War and Peace Reporting, Implications of Chechen Parliament Raid, 25 octobre 2010.

<sup>37</sup> CSIS, Violence in the North Caucasus, Spring 2010: On the rise again?.

<sup>38</sup> Fewer Eurasia Foundation, ПРОБЛЕМЫ ЧЕЛОВЕЧЕСКОЙ БЕЗОПАСНОСТИ НА СЕВЕРНОМ КАВКАЗЕ: ОСНОВНЫЕ ТЕНДЕНЦИИ МАЯ–СЕНТЯБРЯ 2010 Г. (Problèmes de sécurité dans le

### 3.1 Circonstances spécifiques à chaque République

En Ingouchie, la violence a diminué par rapport aux années précédentes. Mais les attentats à la bombe de janvier 2011 à l'aéroport de Moscou ont à nouveau provoqué un regain de violence en Ingouchie.<sup>39</sup> Le recul provisoire de la violence était dû d'une part à l'ouverture au dialogue du Président Jewkurow, d'autre part à l'affaiblissement de la résistance armée suite à l'arrestation d'Emir Magas (aka Achmad Taziev-Yevloev), la mort de Saïd Buryatski<sup>40</sup> et la réorganisation des combattants de la résistance qui en est résultée.<sup>41</sup> On ignore pour l'instant qui a repris la direction de ce mouvement.

En Tchétchénie, une scission au sein de la résistance armée s'est produite durant l'été 2010, lorsqu'une partie des combattants armés s'est détachée de l'influent chef de file Doku Umarow et de sa doctrine de création d'un «émirat du Caucase» islamique. Cette dissension, ainsi que la dureté avec laquelle les forces de sécurité s'en sont prises au «terroristes» et à leur entourage, ont conduit à une diminution des affrontements directs entre les combattants de la résistance et les forces de sécurité, sans pour autant atténuer la violence dans l'ensemble.

Le Daghestan reste la moins sûre des Républiques du Caucase du Nord. Le conflit est très empreint de considérations religieuses, une partie des actes de violence contre la population civile étant le fait de fondamentalistes religieux. Les victimes sont principalement des gens qui ont une «interprétation non traditionnelle de l'islam» ou qui mènent une «vie dépravée».<sup>42</sup> Au Daghestan comme en Ingouchie, des attaques ont été dirigées contre des commerces et des négociants qui vendent de l'alcool, contre des bars, des saunas et des plages, ainsi que contre des chiro-manciens et des femmes. Les policiers sont eux aussi souvent pris pour cibles. Par la brutalité de leurs interventions, les forces de sécurité provoquent de leur côté des réactions violentes. Des incidents ont éclaté à la veille des élections régionales d'octobre 2010 et au printemps 2011. Les crimes économiques, le pillage et le racket sont également très répandus.<sup>43</sup>

La situation est particulièrement préoccupante dans la République de Kabardino-Balkarie où la violence a fortement augmenté.<sup>44</sup> Des régimes anti-terroristes ont été

---

Caucase du Nord: tendances générales de mai à septembre 2010), octobre 2010, p. 2–3: [www.fewer-international.org/images/lib/Human%20security%20Update%20Oct%202010\\_Rus\\_225.pdf](http://www.fewer-international.org/images/lib/Human%20security%20Update%20Oct%202010_Rus_225.pdf).

<sup>39</sup> North Caucasus Analysis, Conflict in Dagestan Approaches the Level of Civil War, 16 février 2011.

<sup>40</sup> Associée aux attaques de novembre 2009 contre le Neva-Express.

<sup>41</sup> Кавказский узел (Kavkazkij Uzel), Ситуация в зоне конфликта на Северном Кавказе: оценка правозащитников. Зима 2010–2011 гг. (La situation dans le foyer de crise du Caucase du Nord: estimation faite par des défenseurs des droits humains, hiver 2010–2011), 10 mai 2011: <http://ingushetia.kavkaz-uzel.ru/articles/185186/>; CSIS, Russia's volatile frontier, mars 2011, p. 3.

<sup>42</sup> Memorial, «Новый курс» Магомедова? Ситуация с правами человека и попытки консолидации общества в Республике Дагестан Март 2010–март 2011 г. («Nouvelle ligne» de Magomedow? La situation des droits humains et les tentatives de consolidation de la société au Daghestan mars 2010–mars 2011), 13 avril 2011.

<sup>43</sup> Memorial, «Новый курс» Магомедова? Ситуация с правами человека и попытки консолидации общества в Республике Дагестан Март 2010–март 2011 г. («Nouvelle ligne» de Magomedow? La situation des droits humains et les tentatives de consolidation de la société au Daghestan mars 2010–mars 2011), 13 avril 2011. RIA Novosti rapporte le cas de 44 commerçants dont les magasins ont été démolis, parce que les propriétaires avaient refusé de se faire racketter.

<sup>44</sup> CSIS, Violence in the North Caucasus, Summer 2010: Not only a Chechen conflict, 2 septembre 2010, p. 4: <http://csis.org/publication/violence-north-caucasus-7>.

instaurés à plusieurs reprises (droit d'exception), ce qui ne se produisait auparavant qu'en Tchétchénie, au Daghestan et en Ingouchie.<sup>45</sup> Au printemps 2010, les groupements islamistes radicaux de Kabardino-Balkarie (les salafistes, appelés «wahhabites» par leurs adversaires) ont perdu plusieurs acteurs importants. D'après la Jamestown Foundation, ils ont de ce fait revu leur stratégie et multiplient maintenant les attentats contre les forces de sécurité russes, les représentants de l'islam traditionnel soufiste et les politiciens qui ne soutiennent pas la vision d'un Etat islamiste du Caucase du Nord.<sup>46</sup>

## 3.2 Acteurs

### 3.2.1 Forces de sécurité

Il existe en Russie une multitude de services de sécurité. Il faut établir une distinction entre les forces de sécurité fédérales, soumises à la Fédération de Russie, et les départements locaux, subordonnés aux autorités des diverses Républiques. Au Caucase du Nord, les forces de combat fédérales sont composées d'une part de l'armée russe qui appartient au Ministère de la Défense russe *MO RF* (beaucoup d'unités spéciales du service secret de l'armée russe (*GRU*) participent aussi au combat contre la résistance armée), d'autre part des unités de police du Ministère de l'Intérieur *MVD RF* qui s'emploient à renforcer et à contrôler les forces de sécurité. Ces forces de sécurité locales sont quant à elles soumises au Ministère de l'Intérieur (*MVD*) des diverses Républiques. La police comprend de nombreuses unités spéciales, comme l'*OMON* (division de lutte contre l'insurrection). Les troupes de la *MVD* sont principalement responsables du contrôle des villes et des villages; elles surveillent des postes de contrôle et organisent des actions d'épuration. Le service secret intérieur de la Fédération de Russie (*FSB*) est également présent au Caucase du Nord. Il s'agit aussi bien du *FSB* fédéral que des divisions locales. Ce tissu compliqué fait qu'il est souvent difficile de trouver les responsables des violations des droits et permet aux autorités de se renvoyer la faute.<sup>47</sup>

En Tchétchénie, la «Tchétchénilisation» du conflit armé a incité, selon Memorial, des groupes locaux proches du Kremlin à s'octroyer le «droit à la violence illégale» que s'arrogeaient auparavant les troupes fédérales. Maintenant, les forces de sécurité locales sont les principales responsables de violations des droits humains telles qu'enlèvements et torture.<sup>48</sup> Les quelque 20'000 «Kadyrowzy»<sup>49</sup> sont toujours actifs. Le Kremlin accepte la brutalité de leurs méthodes, car il part du principe qu'ils garantissent une certaine stabilité dans la région. Le «Neftepolk» est également sou-

<sup>45</sup> North Caucasus Analysis, Russia's Grand Vision for the Development of North Caucasus Remains Unrealistic, 2 février 2011.

<sup>46</sup> Eurasia Daily Monitor, Moscow Kills Rebel Leaders in Kabardino-Balkaria, but was it a Mortal Blow?, 5 novembre 2010.

<sup>47</sup> Memorial, The System of Impunity in the North Caucasus (2009–2010) – How Does it Function? Abductions and disappearances of people in the North Caucasus in 2009, Sabotage of investigation of criminal cases in 2009–2010, 2010, p. 3; Interview de NN, 28 juin 2011.

<sup>48</sup> Memorial, The System of Impunity in the North Caucasus (2009–2010) – How Does it Function? Abductions and disappearances of people in the North Caucasus in 2009, Sabotage of investigation of criminal cases in 2009–2010, 2010, p. 46.

<sup>49</sup> L'«armée privée» de Kadyrow.

vent cité en lien avec les enlèvements.<sup>50</sup> Mais pour obtenir de l'argent, des avantages ou des distinctions, presque tous les services de sécurité participent maintenant à la «lutte contre le terrorisme», ce qui rend la situation encore plus incontrôlable.<sup>51</sup>

*«Il y a quatre mois de cela, les forces de sécurité tchéchènes sont arrivées de nuit dans mon village d'origine et ont emmené huit jeunes hommes. Elles les ont retenus prisonniers et torturés pendant plusieurs jours, jusqu'à ce qu'ils signent les aveux. On les accusait d'être une bande de rebelles. Les dates des documents qu'ils ont signés ont été remplacées après coup par la date du jour de l'arrestation. Quand des avocats indépendants sont venus proposer leur aide, le Ministère public a versé de l'argent aux familles et leur a promis de libérer leurs fils si elles refusaient l'offre des avocats. Les familles ont cédé, mais les jeunes hommes n'ont pas été relâchés tout de suite. Les accusations étaient complètement absurdes: l'un des hommes arrêtés a presque complètement perdu la vue pendant la deuxième guerre. On lui a pourtant reproché d'être un spécialiste de la fabrication de bombes.»<sup>52</sup>*

Les forces de sécurité (aussi bien locales que fédérales) ne prennent généralement en considération ni la population civile, ni la légalité, d'autant plus qu'elles se savent à l'abri de toute enquête ou poursuite pénale. Ainsi, en février 2010, six jeunes hommes ont été victimes d'une «opération spéciale» des troupes russes dans le village ingouche d'Arshti. Ils étaient pourtant tous munis de leurs documents et ne portaient pas d'arme. Leurs proches ont reçu une indemnité financière; l'incident n'a fait l'objet d'aucune enquête et les responsables n'ont pas eu de comptes à rendre. Depuis septembre 2010, les actions de l'armée semblent suivre un nouveau modèle: les suspects sont tout de suite présentés comme des combattants islamistes, même quand il n'y a que peu d'information sur la véritable identité des personnes assassinées.<sup>53</sup> Une «pratique russe» également répandue consiste à accuser les victimes de tous les crimes possibles pour justifier leur exécution.<sup>54</sup> La stratégie actuelle des forces de combat consiste à intensifier les frappes militaires. Des médias russes signalent presque quotidiennement des cas de rebelles tués et des «opérations spéciales».

Au Daghestan, ces opérations de lutte contre le terrorisme sont généralement orchestrées par les forces de sécurité fédérales<sup>55</sup> qui mettent ainsi à l'écart le Ministère de l'Intérieur daghestanais et le FSB local. Car même si, côté daghestanais, on attribue la plupart des crimes aux forces de sécurité fédérales, il faut partir du prin-

<sup>50</sup> Un régiment pour la surveillance des réserves de pétrole auquel Scherip Delimchanow est subordonné. Ce dernier est le frère d'Adam Delimchanow qui représente la Tchétchénie à la douane russe et passe pour la main droite de Kadyrow. Memorial, *The System of Impunity in the North Caucasus (2009–2010) – How Does it Function? Abductions and disappearances of people in the North Caucasus in 2009, Sabotage of investigation of criminal cases in 2009–2010, 2010*, p. 50.

<sup>51</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>52</sup> Citations tirées d'entretiens avec plusieurs personnes de contact, 28 juin 2011 et 11 juillet 2011.

<sup>53</sup> North Caucasus Analysis, *An Assessment of Events in Dagestan in 2010: The Year in Review*, 10 janvier 2011.

<sup>54</sup> Eurasia Daily Monitor, *Moscow Kills Rebel Leaders in Kabardino-Balkaria, but was it a Mortal Blow?*, 5 novembre 2010.

<sup>55</sup> Comme le Président russe Medvedev l'a confirmé fin 2010. Voir: *Время новостей (Wremja nowostej)*. Дмитрий Медведев недоволен работой силовиков на Северном Кавказе (Dimitri Medvedev insatisfait du travail des forces de sécurité dans le Caucase du Nord), 22 octobre 2010: [www.vremya.ru/2010/213/4/265286.html](http://www.vremya.ru/2010/213/4/265286.html).

cipe que les forces de sécurité locales se rendent elles aussi souvent responsables de violations des droits humains.<sup>56</sup>

### 3.2.2 Groupements armés

Ces derniers temps, la résistance armée au Caucase du Nord s'est moins réclamée d'un nationalisme ou séparatisme ethnique, mais plutôt d'une interprétation radicale de l'islam. Selon une analyse du Center for Strategic & International Studies (CSIS), les groupements islamistes se tenaient volontairement à l'écart des nationalistes ethniques prêts à des compromis avec la Russie. Pourtant, il est tout aussi faux de considérer les islamistes du Caucase du Nord comme un élément du «djihad mondial» ou de qualifier d'islamiste l'ensemble du mouvement de résistance du Caucase du Nord.<sup>57</sup>

Les groupements islamistes se désignent eux-mêmes par le nom de «jamaats». Ils sont répartis en petites cellules locales responsables chacune d'une région ou d'un quartier urbain. D'après leurs propres sites internet, ces cellules comptent dix à douze personnes.<sup>58</sup> Parmi les combattants, beaucoup n'ont que 16 ou 18 ans.<sup>59</sup> Dokou Umarow a longtemps été la figure la plus importante de ce mouvement qui a toutefois été affaibli durant l'été 2010 par la confusion liée à un éventuel retrait d'Umarow et par la division qui en est résultée. La Jamestown Foundation estime que près de 90 % des groupements islamistes tchéchènes sont maintenant soumis au commandement d'Emir Hussein, alors qu'une grande partie des «Jamaats» du Daghestan, d'Ingouchie et de Kabardino-Balkarie sont restés fidèles à Umarow.<sup>60</sup> Celui-ci a déjà été déclaré mort à plusieurs reprises, mais, à ce jour, ces informations ont toujours été démenties. Début mai 2011, Umarow a personnellement nommé Ibragimkhalil Daudow (Amir Salikh), un vétéran de l'Afghanistan âgé de 50 ans, à la tête du mouvement clandestin daghestanais. Quelque 2500 hommes sont actifs au Daghestan, selon les estimations du Central Asia-Caucasus Analyst. Cela représente au moins la moitié des combattants armés de la résistance au Caucase du Nord.<sup>61</sup> Peu appréciés en Tchétchénie, ceux-ci jouissent en revanche d'un certain capital de sympathie et du soutien de la population du Daghestan qui se détourne aussi bien des autorités locales corrompues que des forces de sécurité de plus en plus violentes et irrespectueuses. Moins bien armés que les forces de sécurité officielles et inférieurs dans le combat ouvert, les «jamaats» daghestanais se concentrent sur des attentats-suicides qui ont un gros impact psychologique au Daghestan, comme dans le reste de la Russie.<sup>62</sup>

<sup>56</sup> Memorial, «Новый курс» Магомедова? Ситуация с правами человека и попытки консолидации общества в Республике Дагестан Март 2010–март 2011 г. («Nouvelle ligne» de Magomedow? La situation des droits humains et les tentatives de consolidation de la société au Daghestan mars 2010–mars 2011), 13 avril 2011.

<sup>57</sup> CSIS, Russia and Eurasia Program, Radical Islam in the North Caucasus Evolving Threats, Challenges, and Prospects, novembre 2010: <http://csis.org/publication/radical-islam-north-caucasus>.

<sup>58</sup> Reliefweb, FACTBOX-Russia and the North Caucasus, 30 mars 2010: <http://reliefweb.int/node/350023>.

<sup>59</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>60</sup> Eurasia Daily Monitor, Factional Divisions within the Chechen Separatist Movement, 21 octobre 2010.

<sup>61</sup> CACI Analyst, Dagestan: The Emerging Core of the North Caucasus Insurgency, 29 septembre 2010.

<sup>62</sup> North Caucasus Analysis, Conflict in Dagestan Approaches the Level of Civil War, 16 février 2011.

## 4 Violations des droits humains

Le rapporteur spécial de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Dick Marty désigne le Caucase du Nord comme la «région d'Europe où se déroulent depuis des années les plus graves et les plus importantes violations des droits humains»; il parle de «violations systématiques des droits humains».<sup>63</sup>

Il s'agit de cas de détention arbitraire, d'enlèvements, de disparitions, d'assassinats et d'exécution sommaire, de tortures et de mauvais traitements, de punitions collectives, ainsi que d'expulsions et de discriminations. Ces pratiques sont acceptées, voire légitimées, aussi bien par Moscou («La tactique du Kremlin dans la lutte contre les rebelles et les terroristes du Caucase du Nord est toujours largement fondée sur la détention arbitraire, la torture et la punition collective»<sup>64</sup>) que par les autorités locales. Les violations des droits humains restent toujours impunies et parfois même récompensées comme des mérites dans la lutte contre le terrorisme.<sup>65</sup>

### 4.1 Détention arbitraire

Les arrestations arbitraires et la détention, généralement assortie de torture, sont des pratiques quotidiennes au Caucase du Nord. Le but est généralement d'obtenir des informations sur des combattants présumés de la résistance, des aveux ou des accusations qui pourront plus tard être utilisées dans un procès.<sup>66</sup> Mais les arrestations arbitraires sont aussi un moyen utilisé pour faire pression sur les défenseurs des droits humains, les voix critiques et d'autres civils et pour les obliger à se taire.

Le droit à un procès équitable garanti par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) est systématiquement bafoué au Caucase du Nord par la falsification de preuves, l'extorsion de déclarations sous la torture et l'absence d'enquête suffisante sur des crimes (impunité).

En Tchétchénie, on dénombre au moins dix institutions au service de la détention illégale, notamment à Tsentoroy et Gudermes.<sup>67</sup> Depuis 2005, les autorités tchétchènes ne laissent plus la Croix-Rouge accéder aux prisonniers prétendument impliqués dans le conflit armé.<sup>68</sup>

---

<sup>63</sup> Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 2 et 22.

<sup>64</sup> Human Rights Watch Memorandum for Russia-EU Human Rights Consultations: Fall 2010, 15 octobre 2010.

<sup>65</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011, p. 25; Interviews de NN, 28 juin 2011 et 11 juillet 2011.

<sup>66</sup> Memorial, «Новый курс» Магомедова? Ситуация с правами человека и попытки консолидации общества в Республике Дагестан Март 2010–март 2011 г. («Nouvelle ligne» de Magomedow? La situation des droits humains et les tentatives de consolidation de la société au Daghestan mars 2010–mars 2011), 13 avril 2011, p. 41 ss.; Amnesty International, Russia urged to protect two brothers tortured and detained in Ingushetia, 15 juin 2011; Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011, p. 13.

<sup>67</sup> US Department of State, 2010 Country Reports on Human Rights Practices, 8 avril 2011, p. 30. L'existence de prisons secrètes est aussi confirmée par l'ECRE, voir European Council on Refugees and Exile (ECRE), Chechen Internally Displaced Persons (IDPs) Asylum Seekers and Refugees in Europe, 8 mars 2011, p. 4 et 48: [www.ecre.org/component/content/article/57-policy-papers/174-guidelines-on-the-treatment-of-chechen-internally-displaced-persons-idps-asylum-seekers-and-refugees-in-europe.html](http://www.ecre.org/component/content/article/57-policy-papers/174-guidelines-on-the-treatment-of-chechen-internally-displaced-persons-idps-asylum-seekers-and-refugees-in-europe.html).

<sup>68</sup> US Department of State, 2010 Country Reports on Human Rights Practices, 8 avril 2011, p. 30.

## 4.2 Torture et mauvais traitements

Les prisons secrètes ne sont pas les seules à pratiquer la torture et les mauvais traitements (l'*ORB-2* (Operativno-rozysknoe bjuro) à Grozny<sup>69</sup>, ainsi que le Kirower *ROVD* (Rajonnyj Otdel Vnutrennix Del) sont très souvent accusés de recourir à ces pratiques<sup>70</sup>). Cela semble être devenu une habitude pour les forces de sécurité, même en dehors de ces établissements pénitentiaires.<sup>71</sup> Au printemps 2011, Saur Gasijew de Memorial Daghestan s'est explicitement référé à la torture et aux mauvais traitements quand il a déclaré que le Ministère de l'Intérieur était le principal responsable de la violation des droits civiques au Daghestan.<sup>72</sup>

Mais la population civile n'est pas seule à devoir s'inquiéter de ces dérives. Les Tchétchènes de retour de l'étranger sont également menacés (voir chapitre 5.9).<sup>73</sup>

## 4.3 Enlèvements et disparitions

Comme la torture et les assassinats, la disparition de personnes est monnaie courante au Caucase du Nord. Les enlèvements sont perpétrés aussi bien par les forces de sécurité fédérales que locales, souvent d'après le «modèle tchétchène»: des hommes armés en uniforme, souvent dissimulés par des masques, font irruption dans une maison et emmènent une ou plusieurs personnes. Parfois, les enlèvements se sont aussi «professionnalisés»: la victime quitte son domicile le matin et disparaît sans laisser de traces ou est retrouvée morte.<sup>74</sup> Des jeunes gens se rendent au travail ou sortent de chez eux pour d'autres raisons et ne reviennent pas le soir. Memorial précise que la plupart ont précédemment été observés, certains même préalablement convoqués au poste de police ou arrêtés.<sup>75</sup> La difficulté d'établir qui précisément est responsable de ces actes complique beaucoup les re-

<sup>69</sup> Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 39; Кавказский узел (Kavkazkij Uzel), Обращение правозащитника Асламбека Апаева к президенту России (Message du défenseur des droits humains Aslambek Aпаев au Président russe), 10 septembre 2010: [www.kavkaz-uzel.ru/articles/174020](http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/174020).

<sup>70</sup> Кавказский узел (Kavkazkij Uzel), Ситуация в зоне конфликта на Северном Кавказе: оценка правозащитников. Лето 2010 г. (La situation dans le foyer de crise du Caucase du Nord: estimation faite par des défenseurs des droits humains, été 2010), 15 octobre 2010: <http://ingushetia.kavkaz-uzel.ru/articles/175579/>.

<sup>71</sup> Кавказский узел (Kavkazkij Uzel), Обращение правозащитника Асламбека Апаева к президенту России (message du défenseur des droits humains Aslambek Aпаев au Président russe), 10 septembre 2010; exemples recueillis par l'ONG ingouche MASHR, p. 17–26: <http://docs.google.com/gview?url=http://www.mashr.org/wp-content/uploads/2011/05/%D0%94%D0%9E%D0%9A%D0%9B%D0%90%D0%94-%D0%B7%D0%B0-2010-%D0%B3..pdf>.

<sup>72</sup> Кавказский узел (Kavkazkij Uzel), Заур Газиев (Zaur Gaziew) (ПЦ «Мемориал», Дагестан (Memorial Daghestan)), «Главным нарушителем гражданских прав в Дагестане является МВД» (Le Ministère de l'Intérieur (MVD) est le principal responsable des violations des droits humains au Daghestan), 19 mai 2011: [www.kavkaz-uzel.ru/articles/169021/](http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/169021/).

<sup>73</sup> European Council on Refugees and Exile (ECRE), Chechen Internally Displaced Persons (IDPs) Asylum Seekers and Refugees in Europe, 8 mars 2011, p. 5; Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 6.

<sup>74</sup> Memorial, The System of Impunity in the North Caucasus (2009–2010) – How Does it Function? Abductions and disappearances of people in the North Caucasus in 2009, Sabotage of investigation of criminal cases in 2009–2010, 2010, p. 5.

<sup>75</sup> Кавказский узел (Kavkazkij Uzel), Ситуация в зоне конфликта на Северном Кавказе: оценка правозащитников. Лето 2010 г. (La situation dans le foyer de crise du Caucase du Nord: estimation faite par des défenseurs des droits humains, été 2010), 15 octobre 2010.

cherches de l'entourage.<sup>76</sup> Ces dix-huit derniers mois, on a signalé davantage d'enlèvements de citoyens du Caucase du Nord dans d'autres régions de Russie.<sup>77</sup>

Dans l'intervalle, des bandes criminelles parfois membres des forces de sécurité ont également commencé à enlever des gens, notamment dans le but d'obtenir une rançon.<sup>78</sup>

#### 4.4 Exécutions sommaires

Régulièrement, des combattants armés, des proches des forces de sécurité, mais aussi et surtout des civils, sont assassinés dans toutes les Républiques nord-caucasiennes. Les personnes tuées par les forces de sécurité sont souvent présentées comme des combattants.<sup>79</sup> Il arrive aussi que les assassinats soient dissimulés.<sup>80</sup> En Tchétchénie, les exécutions sommaires font officiellement partie de la stratégie de lutte contre le terrorisme, comme le prouvent les déclarations du Président Kadyrow à la télévision de l'Etat.<sup>81</sup> Kadyrow a même promis 100'000 dollars pour chaque «rebelle» tué et 50'000 dollars pour chaque rebelle capturé vivant.<sup>82</sup> Cette stratégie est officiellement soutenue par Moscou.<sup>83</sup>

#### 4.5 Punitions collectives

Ces dix-huit derniers mois, plusieurs maisons appartenant à des membres de l'entourage des combattants présumés de la résistance<sup>84</sup> ont à nouveau été incendiées. Aujourd'hui, ce genre d'action est souvent documenté à la télévision. Les gens sont forcés de dénoncer des membres de leur famille devant la caméra.<sup>85</sup> Kadyrow et d'autres hauts fonctionnaires tchétchènes ont plusieurs fois justifié cette manière de procéder par le fait que les parents sont responsables des activités cri-

<sup>76</sup> Interview de NN, 28 juin 2011.

<sup>77</sup> Memorial, *The System of Impunity in the North Caucasus (2009–2010) – How Does it Function? Abductions and disappearances of people in the North Caucasus in 2009, Sabotage of investigation of criminal cases in 2009–2010*, 2010, p. 107.

<sup>78</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, *Chechnya Fact-Finding Mission*, du 15 au 19 février 2011, p. 26; Interview de NN, 28 juin 2011.

<sup>79</sup> Voir par exemple *Московская Хельсинкская Группа (Moskovskaja Helsinskaja Gruppy), Кто ответ за убийство мирных граждан у с. Аршты? (Qui est responsable du meurtre des paisibles habitants d'Arшти?)*, 19 février 2010: [www.mhg.ru/regnews/E70D1F3](http://www.mhg.ru/regnews/E70D1F3).

<sup>80</sup> Memorial, *The situation in the zone of conflict in the North Caucasus: an evaluation by human rights activists*, automne 2010, p. 23: [www.memo.ru/2011/03/03/0303111.doc](http://www.memo.ru/2011/03/03/0303111.doc).

<sup>81</sup> «Ceux qui ont été contaminés par cette maladie [ceux qui ont adhéré à un groupement armé illégal] ne peuvent plus être guéris. Les tuer est le seul moyen rapide de neutraliser l'infection... Si nous sommes des hommes, nous devons les anéantir dans un proche avenir...» Chaîne de télévision «Wajnach», 30 août 2010, cité dans: Memorial, *The situation in the zone of conflict in the North Caucasus: an evaluation by human rights activists*, automne 2010.

<sup>82</sup> Chaîne de télévision «Wajnach», 10 août 2010, cité dans: Memorial, *The situation in the zone of conflict in the North Caucasus: an evaluation by human rights activists*, automne 2010.

<sup>83</sup> *Российская газета (Rossijskaja gazeta)*, *Операции спецназначения (opération spéciale)*, 11 janvier 2010, [www.rg.ru/2010/01/11/terror.html](http://www.rg.ru/2010/01/11/terror.html); *Ria Novosti*, *Medvedev menace d'anéantir les extrémistes*, 29 mars 2011.

<sup>84</sup> Voir: Human Rights Watch (HRW), «What your children do will touch upon you», 2 septembre 2009: [www.hrw.org/node/84194](http://www.hrw.org/node/84194).

<sup>85</sup> Civic Assistance, *Evidence from the Human Rights Centre Memorial and the Civic Assistance Committee on the Situation of previous residents of the Chechen Republic in Russia*, 15 janvier 2010, p. 3–5: [www.srlan.org/beta/fileuploads/Chechens\\_now\\_Civic\\_Assistance\\_ECRE.doc](http://www.srlan.org/beta/fileuploads/Chechens_now_Civic_Assistance_ECRE.doc); Interview de NN, 28 juin 2011.

minelles de leurs enfants.<sup>86</sup> Chaque fois, les familles concernées subissent préalablement de fortes pressions de la part des fonctionnaires de la sécurité et de l'administration pour inciter leurs proches à renoncer à la résistance. En outre, les agresseurs mettent explicitement les personnes concernées en garde contre la tentation de porter plainte ou d'attirer l'attention sur leur situation, arguant que cela serait contreproductif et aurait des conséquences négatives. D'après les informations portées à la connaissance de Human Rights Watch (HRW), seulement six actions en justice ont été intentées par les victimes et aucune n'a mené à une enquête.<sup>87</sup> La mise à feu de maison est un moyen utilisé pour faire pression sur les gens qui portent plainte. Memorial rapporte le cas de Raisa Turlueva à qui un magistrat subordonné au Ministère public avait déconseillé de déposer une interpellation suite à l'enlèvement de son fils: «Si vous rédigez une telle interpellation, vous serez tué et les maisons de tous vos proches seront incendiées.»<sup>88</sup>

## 4.6 Violation des droits sociaux et économiques

Pendant les guerres en Tchétchénie, beaucoup de civils ont quitté leurs maisons et pris la fuite. Les organisations de défense des droits humains critiquent le fait que les indemnités versées en compensation des immeubles détruits sont nettement insuffisantes et réservées à trop peu de monde. En 2009, seulement 87 familles ont été indemnisées; le montant de 120'000 roubles (env. 4000 francs) ne couvre même pas six mois de loyer, a fortiori pas l'achat d'une maison ou d'un logement.<sup>89</sup> Amnesty International signale que, parmi les personnes indemnisées, beaucoup ont dû reverser immédiatement jusqu'à 50 % de l'argent reçu en tant que pot-de-vin.<sup>90</sup> Il est regrettable que les indemnités soient réservées aux gens qui ont quitté leur domicile pendant les opérations de combat officiellement reconnues.<sup>91</sup> En outre, les personnes de retour ont souvent beaucoup de peine à obtenir les enregistrements donnant accès au logement, aux soins médicaux, à l'emploi et à d'autres prestations sociales.<sup>92</sup> Des rapports faisant état d'évacuations forcées de domiciles qui servaient de logements de remplacement se multiplient.

<sup>86</sup> Radio Free Liberty/Radio Europe, Free Press in North Caucasus Continues to Deteriorate, 17 juin 2011: [www.rferl.org/content/Free\\_Press\\_in\\_North\\_Caucasus\\_Continues\\_to\\_Deteriorate/2074414.html](http://www.rferl.org/content/Free_Press_in_North_Caucasus_Continues_to_Deteriorate/2074414.html).

<sup>87</sup> Human Rights Watch (HRW), Address to President Medvedev at His Meeting With the Presidential Civic Society Council and Independent Experts on Human Rights in the North Caucasus, 19 mai 2010: [www.hrw.org/en/news/2010/05/19/address-president-medvedev-regarding-human-rights-situation-north-caucasus](http://www.hrw.org/en/news/2010/05/19/address-president-medvedev-regarding-human-rights-situation-north-caucasus).

<sup>88</sup> International Federation of Human Rights (FIDH) et Memorial, The Situation in the Northern Caucasus 2009–2010, Human Rights Violations Stemming from the Antiterrorism Campaign Continue, septembre 2010, p. 50.

<sup>89</sup> Memorial, Правозащитного центра «Мемориал» (Memorial) и Комитета «Гражданское содействие» (Civic Assistance) о положении выходцев из Чеченской Республики в России (affirmation du centre des droits humains Memorial et du comité Civic Assistance sur la situation des migrants tchéchènes en Russie); ECRE, Chechen Internally Displaced Persons (IDPs) Asylum Seekers and Refugees in Europe, 8 mars 2011, p. 51.

<sup>90</sup> Amnesty International, Urgent Action 068/2011, 29 mars 2011.

<sup>91</sup> Decree of the Russian Government № 510, Regarding the procedure of compensation payments for the lost housing and/or property to the citizens, victims of the crisis in the Chechen Republic, who left definitively, 30 avril 1997: <http://ufms.spb.ru/files/262-15038.doc>.

<sup>92</sup> Amnesty International, Urgent Action 068/2011, 29 mars 2011; ECRE, Chechen Internally Displaced Persons (IDPs) Asylum Seekers and Refugees in Europe, 8 mars 2011, p. 52–53; Civic Assistance, Evidence from the Human Rights Centre Memorial and the Civic Assistance Committee on the Situation of previous residents of the Chechen Republic in Russia, 15 janvier 2010, p. 6.

## 5 Profils des groupes menacés

La présentation des profils des groupes menacés se limite au Caucase du Nord. Il faut toutefois relever que les Nord-Caucasiens ne sont pas non plus en sécurité dans le reste de la Russie où le racisme à leur égard est très répandu et prend des formes très violentes. A bien des endroits, on empêche les Tchétchènes de s'enregistrer officiellement (ce qui est nécessaire pour obtenir un emploi, un logement ou des soins médicaux) ou de demander un passeport. Par ailleurs, les Tchétchènes risquent à tout moment d'être accusés et condamnés sans motif valable.<sup>93</sup> Ces derniers temps, des citoyens nord-caucasiens ont aussi été enlevés dans d'autres régions du pays.<sup>94</sup>

### 5.1 Collaborateurs des ONG et défenseurs des droits humains

«Depuis 2009, de plus en plus de défenseurs des droits humains du Caucase du Nord sont tourmentés, battus, enlevés et tués, [...]. Les auteurs de ces crimes n'ont toujours pas été traînés en justice. [...] Les défenseurs des droits humains qui s'occupent du Caucase du Nord ou qui y travaillent subissent d'énormes pressions et sont souvent directement confrontés à des menaces physiques», écrit l'ONG Civil Rights Defenders.<sup>95</sup> Surtout en Tchétchénie, des ONG critiquent les menaces permanentes et les campagnes de diffamation auxquelles les défenseurs des droits humains sont exposés.<sup>96</sup> Des organisations de défense des droits humains se sont également dites préoccupées par le fait que l'ombudsman tchétchène pour les droits humains, Nuri Nuchashijew, est lui-même «hostile au concept des ONG indépendantes qui demandent des comptes au gouvernement»<sup>97</sup> et condamne publiquement ceux qui militent en faveur des droits humains. Le 3 juillet 2010, lors d'une interview télévisée, le Président tchétchène Ramsan Kadyrow a aussi accusé des journalistes et des défenseurs des droits humains d'être à la solde l'étranger. Il les a traités de «traîtres» ayant «vendu l'idée de mère-patrie, d'ennemis du peuple, d'ennemis de la loi et d'ennemis de l'Etat».<sup>98</sup> Des défenseurs tchétchènes des droits humains ont déclaré s'être sentis plus en sécurité lorsque les forces de combat fédérales étaient encore présentes.<sup>99</sup> Memorial écrit à ce sujet: «Le travail des défenseurs indépen-

<sup>93</sup> ECRE, Chechen Internally Displaced Persons (IDPs) Asylum Seekers and Refugees in Europe, 8 mars 2011, p. 52–53; Civic Assistance, Evidence from the Human Rights Centre Memorial and the Civic Assistance Committee on the Situation of previous residents of the Chechen Republic in Russia, 15 janvier 2010, p. 6.

<sup>94</sup> Memorial, The System of Impunity in the North Caucasus (2009–2010) – How Does it Function? Abductions and disappearances of people in the North Caucasus in 2009, Sabotage of investigation of criminal cases in 2009–2010, 2010, p. 107.

<sup>95</sup> Civil Rights Defenders, Human rights in Russia, mai 2011: [www.civilrightsdefenders.org/en/analysis/7610/](http://www.civilrightsdefenders.org/en/analysis/7610/).

<sup>96</sup> FIDH, Chechen Ombudsman slanders and threatens human rights defenders, 27 avril 2011: [www.fidh.org/Chechen-Ombudsman-slanders-and-threatens-human](http://www.fidh.org/Chechen-Ombudsman-slanders-and-threatens-human); Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>97</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011, p. 1.

<sup>98</sup> Transcription de l'extrait sur: [www.memo.ru/eng/news/2010/07/08/0807101.htm](http://www.memo.ru/eng/news/2010/07/08/0807101.htm).

<sup>99</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011, p. 22; Interview de NN, 28 juin 2011.

dants des droits humains est devenu extrêmement compliqué en République tchétchène et ces gens risquent véritablement leur vie.»<sup>100</sup>

## 5.2 Victimes, avocats, témoins et membres de leur entourage

Sapiyat Magomedowa, une avocate du Chasawjurt daghestanais engagée dans la question des droits humains, a été régulièrement menacée depuis 2008 et même battue au point de devoir être hospitalisée lors d'une garde à vue policière en juin 2010. En réaction à sa plainte, l'officier responsable a lui-même déposé une plainte fondée, d'après Magomedowa, sur les déclarations de faux témoins.<sup>101</sup> L'histoire de Sapiyat Magomedowa est emblématique de la situation de beaucoup d'avocats et de juristes engagés, mais aussi des victimes qui portent plainte: jusqu'en octobre 2010, Memorial a signalé cinq cas de violences policières contre des avocats au Daghestan (souvent, ces bavures se sont déroulées directement aux postes de police). Les agents de la sécurité réagissent souvent à la critique par la violence et des contre-plaintes. Les juges qui ont tenté d'instruire des cas de violations de droits humains par des fonctionnaires de police ou des soldats sont parfois aussi menacés. Les organes gouvernementaux et les agents de sécurité chargés d'assurer la protection des témoins sont suspectés d'être impliqués dans les crimes dénoncés.<sup>102</sup> La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) cite l'exemple d'Islam Umarpaschajew qui a porté plainte et fini par quitter le pays pour des questions de sécurité, malgré la protection dont il jouissait en tant que témoin. Ses proches ont eux aussi décidé de quitter la Tchétchénie suite à des menaces.<sup>103</sup>

## 5.3 Journalistes

Le site Internet «Journalistes en Russie»<sup>104</sup> est une banque de données tenue par la Glasnost Defense Foundation; en 2010, il a répertorié trois meurtres de journalistes au Daghestan, un en Kabardino-Balkarie et un autre en Tchétchénie. Beaucoup de meurtres de journalistes n'ont à ce jour pas fait l'objet d'investigations suffisantes. Parfois, il n'y a même eu aucune enquête. Dans son monitoring des médias, l'organisation a mentionné pour 2010 58 attaques dirigées contre des journalistes, 90 arrestations, 46 cas de menaces contre des journalistes de la presse ou des mass-médias et 45 plaintes à leur encontre dans la région du Caucase du Nord.<sup>105</sup> Les libérations, la corruption et la diffamation sont autant de moyens de faire pression sur les journalistes.

---

<sup>100</sup> Memorial, The situation in the zone of conflict in the North Caucasus: an evaluation by human rights activists, automne 2010.

<sup>101</sup> Amnesty International, Urgent Action EUR 46/039/2010, 5 novembre 2010.

<sup>102</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011, p. 7.

<sup>103</sup> FIDH, Joint press release: Human Rights Watch, Front Line, International Federation for Human Rights (FIDH), Civil Rights Defenders, 4 mars 2011: [www.fidh.org/Joint-press-release-Human-Rights-Watch-Front-Line](http://www.fidh.org/Joint-press-release-Human-Rights-Watch-Front-Line).

<sup>104</sup> [www.journalists-in-russia.org](http://www.journalists-in-russia.org).

<sup>105</sup> [www.gdf.ru/graph/item/1/810](http://www.gdf.ru/graph/item/1/810).

Le 8 mai 2011, Yakhya Magomedow, éditeur d'un magazine véhiculant une vision modérée de l'islam traditionnel, a été abattu en pleine rue. Toujours début mai, le correspondant de l'hebdomadaire daghestanais «Tschernowik», Magomed Hanmagomedow, a également été victime de voies de fait.<sup>106</sup> Il avait déjà été menacé et attaqué par le passé, surtout après la parution d'un article jetant un éclairage critique sur le meurtre de quatre rebelles présumés le 16 juin 2010.<sup>107</sup> Voilà des années que les autorités ont en point de mire le journal «Tschernowik» qui n'hésite pas à critiquer les activités du service secret *FSB* et des services de sécurité.<sup>108</sup> En mai 2011, l'éditrice de «Tschernowik» et quatre reporters ont été acquittés d'une plainte pour extrémisme, incitation à la violence et diffamation des forces de sécurité, après trois ans de joute oratoire devant les tribunaux.

## 5.4 Opposants et voix critiques à l'égard du gouvernement

Dans une lettre de protestation datée de la fin mars 2011, Amnesty International dénonce entre autres la détention illégale de Magomed Khazbijew et les mauvais traitements qui lui ont été infligés. Ce politicien ingouche, militant et principal éditeur du célèbre site internet de l'opposition «Ingushetiya.ru» dont les anciens propriétaires et éditeurs ont tous deux perdu la vie dans des circonstances non élucidées (Magomed Jewlojew en 2008, Makscharip Aushew en 2009), est connu pour ses publications et interviews critiques à l'égard de la politique gouvernementale, des violations des droits commises par les forces de sécurité, ainsi que de la corruption des hauts fonctionnaires du Caucase du Nord. Il avait déjà été brièvement hospitalisé le 12 février 2011 pour hémorragies internes. Magomed Khazbijew pense que quelqu'un a voulu l'empoisonner pour l'empêcher de tenir une conférence de presse sur les violations des droits humains en Ingouchie le 16 février.<sup>109</sup> Le site internet de l'opposition «Ingushetiya.ru» a été forcé à plusieurs reprises de changer de nom et, aujourd'hui encore, l'accès est parfois bloqué.<sup>110</sup> Au Daghestan et en Tchétchénie, les personnes critiques s'exposent, elles-mêmes et leurs familles, à des actes de violence.<sup>111</sup>

## 5.5 Entourage des combattants et des forces de sécurité

De hauts fonctionnaires tchéchénes et même le Président Kadyrow profèrent sans cesse des menaces contre l'entourage des combattants (présumés) de la résistance et justifient les punitions collectives.<sup>112</sup> La télévision tchéchéne diffuse presque

<sup>106</sup> Committee to protect Journalists, Police must investigate attack on Dagestani reporter, 5 mai 2011: [www.cpj.org/2011/05/police-must-investigate-attack-on-dagestani-report.php](http://www.cpj.org/2011/05/police-must-investigate-attack-on-dagestani-report.php).

<sup>107</sup> Amnesty International, Urgent Action EUR 46/027/2010, 19 juillet 2010.

<sup>108</sup> Committee to protect Journalists, Police must investigate attack on Dagestani reporter, 5 mai 2011.

<sup>109</sup> Amnesty International, Urgent Action EUR 46/016/2011, 25 mars 2011.

<sup>110</sup> North Caucasus Analysis, Despite Yevkurov's Best Efforts, Prospects for Peace in Ingushetia Remain Dim, 15 juin 2011.

<sup>111</sup> Interview de NN, 28 juin 2011.

<sup>112</sup> La chaîne de télévision tchéchéne «Wajnach» a ainsi diffusé au printemps 2010 un reportage dans lequel le maire de Grozny, Muslim Khuchijew, déclare en tchéchéne: «Nous vous traiterons de la même manière que vos enfants traitent les gens paisibles.» Dans la même émission, le préfet du district de Staropromyslovsky Zelimkhan Istamulow, affirme lui aussi en tchéchéne: «Vous vous trompez si vous pensez pouvoir désormais vivre et circuler librement.» (à voir sur YouTube: [www.youtube.com/watch?v=jQhGvcIDJ\\_w&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=jQhGvcIDJ_w&feature=player_embedded)).

chaque jour des affirmations telles que: «La prochaine fois, c'est au père qu'on demandera des comptes pour les actes de son fils. Ou on leur tirera à tous deux une balle dans la tête et on leur éclatera la cervelle. Quand tu mets un enfant au monde, tu en es responsable»<sup>113, 114</sup>.

Cette campagne de persécution des proches des combattants présumés de la résistance ou des gens qui «ont passé à l'étranger» a commencé en 2007, écrit l'organisation de défense des droits humains Memorial. Des familles sont chassées de chez elles ou des propriétés sont incendiées; même les membres de l'entourage sont menacés et tourmentés.<sup>115</sup> Pour inciter les combattants de la résistance à se rendre, les autorités arrêtent parfois des gens de leur famille. Les proches des forces de sécurité sont par ailleurs exposés aux menaces et aux attaques des combattants de la résistance.

## 5.6 Femmes

Les violations des droits ancrées dans la tradition telles que mariage forcé et enlèvement de la fiancée se produisent encore fréquemment<sup>116</sup> (l'interdiction prononcée par Kadyrow en octobre 2010 n'a pas vraiment amélioré la situation). La violence domestique est omniprésente. Une féministe ingouchie affirme qu'en Ingouchie, pratiquement toutes les femmes sont concernées. Mais il est très difficile d'obtenir des informations, car personne n'en parle ouvertement.<sup>117</sup> Quand un couple se sépare, les enfants communs restent dans la famille de l'homme et la mère ne peut leur rendre visite qu'avec l'accord des beaux-parents qui s'y opposent souvent.<sup>118</sup> Il y a toujours un très grand nombre de meurtres pour l'honneur. Mais il est difficile de tenir des statistiques précises, car la violence à l'égard des femmes est rarement documentée, poursuivie et punie même quand elle aboutit à un décès. A cela s'ajoutent depuis quelque temps des prescriptions vestimentaires de plus en plus strictes et des attaques quotidiennes contre des femmes «impudiques». Il y a eu par exemple les actions paint-ball orchestrées en juin 2010 et pendant le ramadan (de la mi-août à la mi-septembre 2010), ainsi qu'une autre série d'attaques contre les femmes qui ne portaient pas de foulard et/ou des habits soi-disant trop osés.<sup>119</sup> Dans une interview télévisée datant du 7 juillet 2010, le Président tchéchène Kadyrow a expressément cautionné ces actions: «Je ne sais pas [qui l'a fait], mais si le trouve les auteurs, je leur exprimerai ma reconnaissance.»<sup>120</sup> Moscou n'a pas commenté ces incidents. Au Daghestan aussi, les femmes «impudiques» subissent des voies

<sup>113</sup> Chaîne de télévision «Wajnach», 30 août 2010, cité dans: Memorial, The situation in the zone of conflict in the North Caucasus: an evaluation by human rights activists, automne 2010.

<sup>114</sup> Memorial, The situation in the zone of conflict in the North Caucasus: an evaluation by human rights activists, automne 2010.

<sup>115</sup> Civic Assistance, Evidence from the Human Rights Centre Memorial and the Civic Assistance Committee on the Situation of previous residents of the Chechen Republic in Russia, 15 janvier 2010, p. 3. Un exemple: [www.memo.ru/hr/hotpoints/caucas1/msg/2010/11/m220991.htm](http://www.memo.ru/hr/hotpoints/caucas1/msg/2010/11/m220991.htm).

<sup>116</sup> BBC News, Stolen brides and life in exile from Chechnya, 7 août 2010; US Department of State, 2010 Country Reports on Human Rights Practices, 8 avril 2011, p. 67; NZZ, Raub der Tschetscheninnen, 8 novembre 2010.

<sup>117</sup> Interview de NN, 28 juin 2011 et 11 juillet 2011.

<sup>118</sup> NZZ, Raub der Tschetscheninnen, 8 novembre 2010; Interview de NN, 28 juin 2011.

<sup>119</sup> Human Rights Watch, You dress according to their rules Enforcement of an Islamic Dress Code for Women in Chechnya, 2011, p. 22.

<sup>120</sup> Transcription sur: [www.memo.ru/eng/news/2010/07/08/0807101.htm](http://www.memo.ru/eng/news/2010/07/08/0807101.htm).

de fait. Des jeunes femmes non voilées se font enlever et marquer au fer une étoile et un croissant de lune sur le poignet.<sup>121</sup>

## 5.7 Religieux

Généralement soupçonnés de collaborer avec des groupements islamistes, les musulmans pratiquants et les chefs religieux doivent sans cesse s'attendre à des «visites» de la part des forces de sécurité. Le Moscow Helsinki Group rapporte le cas de Magomed Chaschujew, disparu depuis le 14 mars 2010. La famille de cet enseignant à la médressé (école coranique) de Schali a subi plusieurs interrogatoires et perquisitions de domicile. Le 16 mars 2010, sa maison encore en construction a été incendiée. Quelques jours plus tard, les Chaschujew ont reçu la visite d'un membre de la milice qui les a informés qu'ils devaient s'attendre à de «nouveaux problèmes» si Magomed Chaschujew ne revenait pas.<sup>122</sup> Au Daghestan, les victimes des opérations de lutte contre le terrorisme sont principalement des Salafistes.<sup>123</sup>

## 5.8 Personnes déplacées

En 2010 et en 2011, davantage de personnes déplacées ont été expulsées des abris de fortune et les centres d'hébergement ont été fermés les uns après les autres, surtout en Ingouchie. Il semble que dans bien des cas, les normes internationales n'aient pas été respectées lors de ces évacuations. L'Internal Displacement Monitoring Center (IDMC) et le Norwegian Refugee Council signalent que les conditions de vie des intéressés se sont par la suite dégradées.<sup>124</sup> Les personnes déplacées, pour la plupart tchéchènes, sont confrontées à de sérieux problèmes quand il s'agit d'obtenir un nouveau logement, des soins médicaux suffisants ou d'autres prestations sociales. Les autorités veulent les voir retourner à leur lieu de domicile initial. Mais la plupart des personnes déplacées craignent de se retrouver prises entre les fronts du conflit qui oppose toujours les forces de sécurité et les combattants armés de la résistance.<sup>125</sup> Un autre problème tient au fait qu'une partie des maisons abandonnées ont entre-temps été occupées et que les familles qui ont fui n'ont pas les titres de propriété qui leur permettraient d'en exiger la restitution.

## 5.9 Personnes de retour et entourage des réfugiés

Les personnes de retour de l'étranger sont particulièrement menacées.<sup>126</sup> En Tchétchénie, elles sont généralement tout de suite arrêtées, interrogées et éventuelle-

<sup>121</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>122</sup> Московская Хельсинкская Группа (Moskovskaja Helsinskaja Gruppy) Произвол в отношении жителей г. Шали, (mesures arbitraires contre les habitants du village de Schali), 26 mars 2010: [www.mhg.ru/regnews/E947240](http://www.mhg.ru/regnews/E947240).

<sup>123</sup> HRW, Human Rights in Russia Hearing, 6 mai 2010: [www.hrw.org/en/news/2010/05/06/human-rights-russia-hearing-may-6-2010](http://www.hrw.org/en/news/2010/05/06/human-rights-russia-hearing-may-6-2010).

<sup>124</sup> IDMC, Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2010, mars 2011: [www.internal-displacement.org/publications/global-overview-2010-europe-russia.pdf](http://www.internal-displacement.org/publications/global-overview-2010-europe-russia.pdf).

<sup>125</sup> Parliamentary Human Rights Group (PHRG) Report, Chechnya Fact-Finding Mission, du 15 au 19 février 2011, p. 16.

<sup>126</sup> Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010, p. 6; Civic Assistance, Evidence from the Human Rights Centre Memorial and the Civic As-

ment torturées.<sup>127</sup> Les interrogatoires se poursuivent après leur libération: «Qu'as-tu fait à l'étranger, qui as-tu rencontré, qu'as-tu dit, pourquoi es-tu parti, avec quoi n'étais-tu pas d'accord ici?» Les mêmes questions sont posées à l'entourage. Lui aussi doit constamment s'attendre à être arrêté et à subir de mauvais traitements. Des procédures pénales sont même instruites contre des gens comme Zubair Zubairajew: celui-ci est retourné en Tchétchénie après un séjour en Autriche, car des intermédiaires lui avaient garanti une sécurité absolue. Memorial rapporte qu'il croupit maintenant en prison et qu'on le torture pour le punir d'avoir osé se plaindre.<sup>128</sup>

## 6 Impunité

L'une des raisons principales de la violence qui persiste dans le Caucase du Nord est que les violations des droits humains ne font pas l'objet de véritables enquêtes et que les responsables ne sont pas amenés à rendre des comptes. Il s'avère toujours aussi difficile de combattre l'impunité. Quand les services de sécurité fédéraux sont soupçonnés de crimes, les organes de la justice militaire sont les seuls habilités à enquêter. D'après Memorial, ils renoncent régulièrement à ce genre d'enquêtes sous prétexte «qu'il n'y a pas suffisamment de preuves que l'armée est impliquée dans un crime». Or, il est pratiquement impossible, selon Memorial, de trouver des preuves sans interroger les membres de l'armée ou des services de sécurité fédéraux. Parfois, il arrive même que des juges d'instruction avouent aux personnes concernées qu'ils n'ont même pas essayé d'interroger les ravisseurs présumés, par crainte pour leur propre vie et intégrité physique. En avril 2010, Ramsam Kadyrow a demandé au procureur tchéchène pourquoi les enlèvements commis par les forces de sécurité fédérales ne sont pas élucidés. La réponse confirme qu'il n'a rien à faire sans la volonté des décideurs politiques: «La cause première des problèmes que vous évoquez tient en quelques mots: au plus haut niveau, il n'y a pas la volonté nécessaire.»<sup>129</sup> Car en l'état actuel, aucun juge ni magistrat en charge de l'instruction n'oserait tenter une action contre une personne proche de Kadyrow.<sup>130</sup> Des avocats de l'ONG Joint Mobile Group ont discuté du problème avec une série de hauts fonctionnaires tchéchènes en charge de la sécurité, dont le ministre de l'Intérieur, plusieurs procureurs et le Président Kadyrow. Tous ont reconnu le problème et se sont dits prêts à prendre des mesures. «Mais dans la pratique, on ne relève aucune amélioration des enquêtes sur les affaires criminelles en lien avec les enlèvements perpétrés en 2010», affirme Memorial.<sup>131</sup>

---

sistance Committee on the Situation of previous residents of the Chechen Republic in Russia, 15 janvier 2010, p. 4.

<sup>127</sup> Interview de NN, 28 juin 2011.

<sup>128</sup> Civic Assistance, Evidence from the Human Rights Centre Memorial and the Civic Assistance Committee on the Situation of previous residents of the Chechen Republic in Russia, 15 janvier 2010, p. 4.

<sup>129</sup> Civic Assistance, Evidence from the Human Rights Centre Memorial and the Civic Assistance Committee on the Situation of previous residents of the Chechen Republic in Russia, 15 janvier 2010, p. 28.

<sup>130</sup> Interview de NN, 11 juillet 2011.

<sup>131</sup> Committee against Torture: [www.memo.ru/eng/news/2011/04/22/1.html](http://www.memo.ru/eng/news/2011/04/22/1.html).

## 6.1 Non application des jugements de la CEDH

En février 2011, la Russie avait déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg pour 162 cas de graves violations des droits humains pendant la deuxième guerre de Tchétchénie. A chaque fois, la CEDH a souligné que le gouvernement russe n'avait pas suffisamment enquêté. Dans près d'un tiers des cas, les documents nécessaires pour l'enquête ne lui ont même pas été présentés.<sup>132</sup> Le gouvernement russe a rejeté en bloc toutes les demandes de la CEDH relatives à la divulgation de dossiers pour des affaires de violations présumées des droits humains.

Les autorités russes versent certes les indemnités financières réclamées aux victimes («les sommes se révèlent plutôt symboliques»<sup>133</sup>). Mais elles s'abstiennent de rechercher les responsables des crimes et de leur demander des comptes (dans bien des cas, les criminels n'ont aucune sanction pénale à redouter, alors même que leur identité est connue). Par ailleurs aucune mesure n'est prise pour éviter ce genre de crimes.

## 7 Conclusion

Sur le plan de la sécurité et des droits humains, la situation au Caucase du Nord est toujours aussi précaire, même si des améliorations sont à relever dans certains domaines comme la reconstruction en Tchétchénie, les efforts de dialogue et de réhabilitation en Ingouchie et au Daghestan. La vie quotidienne reste marquée par la peur, l'insécurité et l'oppression. Il y a encore des gens victimes d'enlèvements, de meurtre, de tortures, d'arrestations arbitraires, d'espionnage et de menaces. Tant que le gouvernement ne combat pas efficacement l'impunité, la brutalité omniprésente et la corruption, rien ne va enrayer la spirale de la violence.

---

<sup>132</sup> Civil Rights Defenders, Human Rights in Russia, mai 2011.

<sup>133</sup> Marty Dick, Legal remedies for human rights violations in the North-Caucasus Region, 4 juin 2010. p. 3.